# Les frappes occidentales en Syrie ? Elles ne changent rien

mercredi 2 mai 2018, par DAHER Joseph (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2018).

**Le gouvernement états-unien, allié au Royaume-Uni et à la France, a lancé des frappes aériennes en Syrie dans la nuit du 13 au 14 avril 2018. Mais personne ne se soucie du peuple syrien.**

Officiellement, les frappes ont été décidées en réaction à l'utilisation par le régime Assad d'armes chimiques contre la population civile dans la ville de Douma, dans la Ghouta orientale, quelques jours auparavant. Cette attaque à l'arme chimique a tué environ 70 civil·e·s et en a blessé des centaines. Elle a, en quelques jours, contraint la milice fondamentaliste Jaysh al-Islam à se retirer vers le nord de la Syrie, après un accord avec Damas.

**Des bombardements pour rien ?**

Les bombardements des trois puissances occidentales auraient visé trois sites à Damas et à Homs, où auraient été fabriquées et stockées les armes chimiques utilisées par le régime Assad. Aucune victime n'a été signalée et la plupart des installations avaient été évacuées quelques jours avant l'attaque, grâce aux avertissements de la Russie. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont déclaré que les frappes ne visaient pas à paralyser les défenses du régime syrien ni à provoquer un « changement de régime ». Elles poursuivaient l'objectif de dissuader Bachar al-Assad d'utiliser des armes chimiques. Les trois alliés ont précisé que l'opération n'était qu'un *one time shot* (coup unique). M. Lavrov, le Ministre des Affaires étrangères de la Russie, a déclaré qu'avant les frappes, la Russie avait indiqué aux autorités américaines quelles régions de la Syrie représentaient des « lignes rouges » pour Moscou, et que l'action militaire américaine n'avait pas franchit ces lignes.

Même si les discours des Etats-Unis et de la Russie ont été plus virulents les jours suivant les frappes, le président américain Donald Trump a invité son homologue russe Vladimir Poutine aux Etats-Unis lors d'un appel téléphonique le vendredi 20 avril, et a déclaré qu'il serait heureux de voir Poutine à la Maison-Blanche.

Ces frappes ne modifient en rien le rapport de force global sur le terrain. Le régime de Damas contrôle désormais un peu plus de la moitié du territoire syrien et plus de 80 % de la population, et continue ses offensives et les bombardements sur différentes régions échappant à son contrôle.

En d'autres termes, le régime Assad et ses alliés peuvent continuer les massacres contres les populations civiles avec des « armes conventionnelles ».

**Doutes sur les armes chimiques ?**

A la suite des bombardements occidentaux, une équipe d'expert·e·s de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a été envoyée en Syrie afin d'enquêter à Douma sur l'attaque chimique perpétrée dans cette ville.

Ses envoyé·e·s ont finalement pu se rendre sur place le 21 avril pour y prélever des échantillons, deux semaines après l'attaque chimique présumée. Les restrictions imposées par les autorités syriennes et russes leur avaient interdit l'accès plus tôt, et plusieurs médecins ont affirmé avoir subi des pressions de la part du régime syrien. Celui-ci les aurait menacés de représailles contre eux et leur famille en cas de révélations à la presse, et les aurait forcés à se débarrasser des échantillons prélevés.

**Non à toutes les interventions !**

L'intervention militaire des puissances occidentales ne cherchait qu'à servir des intérêts politiques internes et externes des élites dirigeantes. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ne se soucient pas des civil·e·s syriens ou de la région. Leurs interventions militaires précédentes, dans différentes parties du monde, et leur soutien à des dictatures dans la région témoignent de leur peu de considérations pour les civil·e·s et les Droits Humains.

En 2003, l'invasion et l'occupation américaine et britannique de l'Irak, par exemple, a causé la mort de millions de personnes. Plus récemment, la coalition internationale menée par les Etats-Unis a confirmé avoir tiré des obus au phosphore blanc dans des zones habitées contrôlées par l'organisation Etat islamique (EI) à Mossoul, en Irak, et vraisemblablement à Raqqa, en Syrie : des munitions qui se dispersent dans l'air et qui, en retombant au sol, provoquent des brûlures profondes atteignant les muscles et les os. Ces mêmes Etats ne se sont pas distingués non plus par l'accueil de masse de réfugiés syriens et d'autres nationalités, bien au contraire, poursuivant très souvent des politiques racistes et sécuritaires à leur encontre.

Plus généralement, il faut dénoncer toutes les interventions étrangères qui s'opposent aux aspirations démocratiques en Syrie. Soit elles soutiennent le régime et participent à sa guerre violente et meurtrière contre les civils (Russie, Iran, Hezbollah). Soit elles émanent de puissances se proclamant « amis du peuple syrien » (Arabie Saoudite, Qatar, Turquie), mais soutiennent les forces les plus réactionnaires de l'opposition, loin des objectifs initiaux du soulèvement populaire qui a débuté en mars 2011.

Les crimes du régime Assad se poursuivent dans le silence et avec la complicité des puissances internationales et régionales, qui se partagent les zones d'influence du pays.

Il est plus que jamais nécessaire d'affirmer notre solidarité au peuple syrien contre les attaques continues qu'il subit de toutes parts.

**Joe Daher**

---

## P.-S.

* « solidaritéS » (Suisse), n° 327 (26/04/2018) p. 12 : https://www.solidarites.ch/journal/d/article/8654